

## DÉRÉGULATION AUX USA: QUID POUR L'EUROPE?

*Cosima F. Barone, Membre du Conseil du GSCGI*

Le processus de dérégulation a bel et bien démarré aux USA. Voici un exemple concernant la potentielle application d'une règle LBA, arrêtée subitement par l'intervention des tribunaux:

- *le 23 décembre 2024, un [article du New York Times](#), alertait... **New Anti-Money Laundering Measures Pass a Legal Roadblock.** Millions of companies may have to report information about their owners to the Treasury Department by Jan. 1 under an appeals court ruling.*

*Under the Corporate Transparency Act, an anti-money-laundering law that passed in 2020, companies would have had to turn over the identities of their "beneficial owners," the people who own 25 percent or more of the company, or exercise significant control over it, by next year. But the law has been challenged in the courts. FinCEN (Financial Crimes Enforcement Network) has estimated that 32.6 million companies would need to register under the law, with at least three times that number of individuals that could be concerned.*

- *le 27 décembre 2024, un autre [article du New York Times](#), alertait... **Enforcement of Anti-Money-Laundering Law Blocked After Court Reversal.** Businesses will not have to reveal their owners after an appeals court reversed a move that would have forced them to disclose the information by Jan. 1.*

*The new order means that a nationwide injunction, by Judge Amos L. Mazzant III of the Eastern District of Texas, that bars enforcement of the Corporate Transparency Act while the law's constitutionality is considered by the courts will remain in force.*

C'est effarant de devoir constater l'éternel immobilisme de l'Europe alors que 'Rome brûle'!

La divergence entre les USA et l'Europe sur le plan de la régulation est très parlant. Entre 2019 et 2024, l'Union Européenne (UE) a produit 13 942 actes juridiques. En revanche, sur une période similaire, les États-Unis n'ont produit que 3 725 actes législatifs et adopté 2 202 résolutions.

Inutile de préciser que le secteur financier de notre continent est fortement touché par ce zèle européen si extrême, ce que même Mario Draghi, anciennement à la tête de la BCE (Banque Centrale Européenne) n'a pas manqué de commenter dans son Rapport sur la Compétitivité en se référant à Bâle III... *'The EU's prudential regulation — not replicated elsewhere — limits the EU capital available to finance innovation.'*

Concernant la Gestion de fortune en Europe, le 17 décembre 2024, le Financial Times publiait [cet article](#): *'The relentless advance of American asset managers in Europe' ...* qui précisait: *'Au cours de la dernière décennie, les actifs gérés par les groupes américains au Royaume-Uni et en Europe ont plus que doublé, passant de 2,1 milliards de dollars en 2014 à 4,5 milliards de dollars à la fin du mois de septembre 2024, selon ISS Market Intelligence'.*

Finalement, EFAMA nous a apporté les éléments suivants, dans son dernier [rapport](#) Asset Management in Europe (16ème édition):

- Les actifs sous gestion devraient atteindre le chiffre record de 33 000 milliards d'euros en 2024. Les marges bénéficiaires ont fortement diminué.
- Le Royaume-Uni est le plus grand marché européen de la gestion d'actifs, suivi par la France, la Suisse, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie.
- Selon les calculs d'EFAMA basés sur les données de McKinsey, les gestionnaires d'actifs européens ont géré environ 32% de tous les actifs financiers européens à la fin de 2023.

Ce dernier élément vient confirmer l'avancée des gestionnaires de fortune américains sur notre continent.

Beaucoup d'espoir est placé sur l'évolution du RIS (Retail Investment Strategy) et du CMU (Capital Market Union) afin d'alléger la régulation et permettre le financement de la future croissance de l'économie européenne.

Or, les gestionnaires de fortune américains excellent surtout via les plateformes 'big-scale', qui offrent une grande diversité en matière de produits d'investissement (marchés actifs, indiciels, technologiques et privés) tout en maintenant les coûts au niveau le plus bas possible.

Il est donc évident que l'Europe est face à la grande vague américaine. Au lieu de simplement essayer de s'y adapter, ne serait-ce pas mieux d'innover en réduisant sensiblement la régulation en général, qui indubitablement freine toute évolution économique?